

Le Panorama de presse quotidien de la Région Hauts-de-France



Réalisé par le service Presse de la
Direction de l'Information et de l'Accueil

2 septembre 2016



Ce Panorama de presse est constitué d'une sélection d'articles issus des presses quotidiennes nationales et régionales Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil
Service Presse
Poste (4)6741, (4)6742, (4)6744
Panoramapresse@nordpasdecalspicardie.fr
151 Avenue du Président Hoover - Lille



SOMMAIRE

P - EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

(1 article)

LA VOIX DU NORD

vendredi 2 septembre
2016

La Région attentive au sort d'une petite entreprise

...
...
...

Page 8

VP6 - APPRENTISSAGE

(1 article)

LE FIGARO

vendredi 2 septembre
2016

L'apprentissage se redresse enfin (779 mots)

281 000 contrats 281 000 contrats ont été signés en 2015 ...

Page 10

VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

(2 articles)

LA VOIX DU NORD

vendredi 2 septembre
2016

Le Kent favorable à développer les échanges avec le Calais

(464 mots)

par jean-philippe delattre calais@lavoixdunord.fr ashford. C'est dans cette ville traversée par l'Eurostar que se sont renc...

Page 12

LA VOIX DU NORD

vendredi 2 septembre
2016

Cet Anglais qui a investi à Calais (298 mots)

Gavin Teale est Anglais. Après une mauvaise expérience en tentant de monter une société à Douvres, il a créé son entreprise...

Page 13

VP11 - LYCÉES

(10 articles)

LA VOIX DU NORD

vendredi 2 septembre
2016

Rentrée dans le nouveau lycée hôtelier et premiers pas dans l'après-FCB (469 mots)

par emmanuel crapet lille@lavoixdunord.fr fives. Il y a encore quelques semaines, Yvon Cramblin était à la tête d'un lycée ...

Page 15

LA VOIX DU NORD
vendredi 2 septembre
2016

bonjour (183 mots)

Une addition à près de 60 millions. C'est incontestablement le moment fort de cette rentrée lilloise : l'ouverture du lycée ...

Page 16

L'union
vendredi 2 septembre
2016

Une rentrée sous haute sécurité (583 mots)

Pour eux, ce jeudi, c'était aussi la rentrée. Depuis 2010, une équipe mobile de sécurité a été créée par l'académie d'Amien...

Page 17

L'union
vendredi 2 septembre
2016

Une gestion partagée des risques (290 mots)

Le préfet de l'Aisne Nicolas Basselier s'est rendu hier matin au lycée Paul-Claudé de Laon en compagnie de Vincent Stanek,...

Page 18

LA VOIX DU NORD
vendredi 2 septembre
2016

Une cure de jouvence au lycée professionnel Jacques-Le-Caron (449 mots)

PAR NICOLAS ANDRÉ nandre@lavoixdunord.fr ARRAS. Effectifs. Neuf cents apprenants ont été inscrits pour la rentrée. Six cent...

Page 19

LA VOIX DU NORD
vendredi 2 septembre
2016

Lycées : quelques options innovantes, un BTS coiffure, un nouveau proviseur (386 mots)

PAR RUFUS DE RIDDER avesnes@lavoixdunord.fr Avesnois. Hier c'était aussi jour de rentrée pour la plupart des lycéens. Quelq...

Page 20

LA VOIX DU NORD
vendredi 2 septembre
2016

Les élèves de seconde ont posé leurs valises au lycée hôtelier du Touquet (433 mots)

PAR ANAÏS COINON acoinon@lavoixdunord.fr LE TOUQUET. 8h30, le lycée hôtelier ouvre ses portes. Dès le portail, les étudiant...

Page 21

LA VOIX DU NORD
vendredi 2 septembre
2016

Les travaux de l'internat ont pris de l'avance (232 mots)

Commencés courant janvier, les travaux de réfection de la tour de l'internat ont pris de l'avance. Les conditions météorolo...

Page 22

Nord éclair
vendredi 2 septembre
2016

Le lycée Gambetta entame sa rentrée avec un nouveau CDI deux fois plus grand (429 mots)

Pour cette quatrième année de travaux, les élèves du lycée Gambetta disposeront, d'ici une dizaine de jours, d'un tout nouv...

Page 23

LesEchos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE
vendredi 2 septembre
2016

Hollande voit le lycée comme la « prochaine étape des réformes »(458 mots)

C'est un discours de campagne que François Hollande a prononcé, jeudi, à O...

Page 24

VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

(1 article)

LA VOIX DU NORD

vendredi 2 septembre
2016

Thomas Ruyant à Dunkerque pour parler aventure, partage
et... finance (431 mots)

Page 26

PAR FRÉDÉRIC SOURICE sport@lavoixdunord.fr VOILE. Thomas Ruyant a pu
prendre quinze jours, en août, pour se vider la tête.....

VP14 - RURALITÉ, DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE, FAMILLE...

(6 articles)

L'union

vendredi 2 septembre
2016

La fracture numérique dans un « territoire d'excellence »

(587 mots)

Page 28

Saint-Quentin se veut « territoire d'excellence robonumérique ». Les collectivités
misent à fond sur ce créneau pour faire ou...

L'union

vendredi 2 septembre
2016

Ces demandeurs d'emploi fâchés avec le numérique (337 mots)

Page 29

Ce n'était pas la rentrée mais il y avait du monde, hier matin, à l'agence Pôle
Emploi du boulevard Cordier. Si une majorité...

Nord Littoral
Le journal de la Côte d'Opale

vendredi 2 septembre
2016

Des renforts policiers et 8000 places en hébergement (1403 mots)

Page 30

La manifestation de lundi a-t-elle précipité votre venue à Calais? Bernard
Cazeneuve : «C'est la 8e fois que je viens à Cala...

Nord Littoral
Le journal de la Côte d'Opale

vendredi 2 septembre
2016

Hollande à Calais Port 2015 (71 mots)

Page 32

Bernard Cazeneuve l'assure, François Hollande viendra à Calais : «Le Président a
dit qu'il se rendrait à Calais et il tiendr...

Nord Littoral
Le journal de la Côte d'Opale

vendredi 2 septembre
2016

Le plan Cazeneuve est à revoir (624 mots)

Page 33

Quel est votre message au ministre de l'Intérieur? Il y a un constat. Le Calais est
dans une situation qui n'est pas norm...

Nord Littoral
Le journal de la Côte d'Opale

vendredi 2 septembre
2016

David Skuli (PAF) : « 10000 migrants à Calais, ce n'est pas la
réalité »(340 mots)

Page 34

David Skuli, directeur central de la Police aux frontières (PAF), était hier en visite
à Calais. Éloigné de la presse à l'a...

VP15 - SANTÉ

(1 article)

LA VOIX DU NORD

vendredi 2 septembre
2016

Les établissements publics de santé mentale se disputent la place de chef (388 mots)

PAR SIMON CAENEN hazebrouck@lavoixdunord.fr BAILLEUL. 1 Quatre grosses machines autour de la table. Olivier Henno, présiden...

Page 36

POLITIQUE RÉGIONALE

(1 article)

LA VOIX DU NORD

vendredi 2 septembre
2016

Qui rendra son tablier de conseiller communautaire ? (334 mots)

Roubaix. Conséquence de l'élargissement de la Métropole européenne de Lille à cinq communes des Weppes, Roubaix perd un con...

Page 38

POLITIQUE NATIONALE

(6 articles)

LE FIGARO

vendredi 2 septembre
2016

La droite surveille Macron mais ne le redoute pas (1007 mots)

OPPOSITION Dans le baromètre TNS Sofres de septembre, réalisé pour Le Figaro Magazine, Emmanuel Macron est la deuxiè...

Page 40

LesEchos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

vendredi 2 septembre
2016

Emmanuel Macron lance sa machine politique à grande vitesse

(629 mots)

Après sa démission fracassante du gouvernement, Emmanuel Macron veut aller...

Page 42

LesEchos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

vendredi 2 septembre
2016

François Hollande poussé à accélérer le tempo (537 mots)

Les soutiens de François Hollande ont des fourmis dans les jambes. Et ils sont, surtout, très inquiets. Après les déclarations de candidatu...

Page 43

LesEchos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

vendredi 2 septembre
2016

Christophe Sirugue hérite de l'Industrie (510 mots)

Il vient de fêter ses cinquante ans - le 14 août - et comme cadeau, François...

Page 44

Le Monde

vendredi 2 septembre
2016

Laurent Berger : « Le climat politique est dangereux »(1708 mots)

Alors que s'engage la campagne pour les primaires en vue de l'élection présidentielle de 2017, Laurent Berger, secrétaire g...

Page 45

P - EMPLOI ET
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE

MARTIN A DIT À MARTINE



LA RÉGION ATTENTIVE AU SORT D'UNE PETITE ENTREPRISE

Hier matin, c'est en petit comité que le président des Hauts-de-France s'est rendu dans l'entreprise avesnoise Cartonnages du Cambrésis, spécialisée dans les emballages pour l'agroalimentaire, la cosmétique et le textile. « C'est important de venir ici, de voir sur le terrain comment ça se passe pour vous », a déclaré Xavier Bertrand à la trentaine de salariés de l'entreprise. L'avance remboursable de 200 000 € débloquée par la Région, dont la convention a été signée hier, témoigne ainsi de la confiance allouée à cette petite PME. Après des temps difficiles, l'entreprise va mieux, et cela se voit. Elle bénéficie également de l'aide financière de la communauté de communes du Caudrésis-Catésis (à hauteur de 30 000 €) et du groupe Finorpa (à hauteur de 50 000 €), et peut désormais se tourner plus sereinement vers l'avenir.

LA VOIX DU NORD

Cambrésis

2 SEP. 2016

VP6 - APPRENTISSAGE

L'apprentissage se redresse enfin

En 2015, les entrées en apprentissage ont augmenté de 2,3 % grâce aux nouvelles mesures de soutien.

EMPLOI Voici une des rares statistiques qui étaye le « ça va mieux » de François Hollande. En 2015, le nombre d'entrées en apprentissage a augmenté de 2,3 %, selon le ministère du Travail. 281 000 contrats ont ainsi été signés l'an passé. Mieux, la hausse est de 9,6 % au premier semestre de cette année, comparé au premier semestre 2015. Même s'il faudra attendre les résultats de la rentrée 2016 pour crier victoire, l'apprentissage semble bel et bien avoir retrouvé des couleurs, après avoir plongé en 2013 (-8 % pour les entrées en contrat) et 2014 (-3 %). Le retournement date précisément de la rentrée 2015. Si la croissance se maintient au même rythme en deuxième partie d'année 2016 qu'en première, les entrées en apprentissage dépasseront les 300 000 cette année, comme en 2011 et 2012. Si elle tournait autour de 5 %, ce cap serait manqué de peu.

Cette reprise de l'apprentissage s'explique en partie par l'amélioration de la conjoncture. Plus confiantes, les entreprises privées ont recréé des emplois en 2015, sous toutes ses formes. Mais l'action du

gouvernement y est aussi pour beaucoup... tout comme sa politique précédente explique la chute du début de quinquennat. À l'été 2013, l'exécutif a annoncé 550 millions de coupes dans les aides à l'apprentissage. L'effet sur le recrutement des entreprises a été immédiat. Changement de cap en 2014. En juillet de cette année-là a été instaurée une aide d'au moins 1 000 euros pour l'embauche d'un apprenti supplémentaire dans les entreprises de moins de 250 salariés. Puis au 1^{er} juin 2015, une aide de 4 400 euros destinée aux TPE (entreprises de moins de 11 salariés) recrutant des apprentis mineurs.

Dans le même temps, le gouvernement a assoupli les réglementations pesant sur l'alternance. Cette politique de soutien a porté ses fruits. Selon le ministère, la mesure pour les apprentis mineurs a suscité, à elle seule, 7 000 à 10 000 embauches supplémentaires l'an passé. Les entrées en apprentissage sont ainsi en nette progression dans les TPE en 2015, alors qu'elles reculent ou stagnent dans les sociétés plus grandes. Autre avantage, cette aide a stimulé les en-

trées en alternance pour former des CAP, en recul ces dernières années.

Boom dans le public

Le rebond de l'apprentissage est aussi dû à sa progression dans le secteur public (+ 25 % en 2015, contre + 1,6 % dans le privé). L'exécutif a en effet demandé aux administrations de se mobiliser.

Néanmoins, malgré ce rebond, l'objectif, fixé par François Hollande en début de mandat, que 500 000 jeunes soient formés en alternance chaque année, ne devrait pas être atteint. Il aurait fallu pour cela que l'apprentissage connaisse une hausse continue, et non des à-coups. Mais on peut parier que le gouvernement préférera ne retenir que la reprise finale et communiquera sur le sujet à l'approche de la présidentielle. D'autant que le chômage, lui, décroît lentement... Myriam El Khomri, la ministre du Travail, a d'ailleurs tweeté le cru 2015 de l'apprentissage. ■

par Cécile Crouzel £@ccrouzel

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

281 000 contrats

281 000 contrats ont été signés en 2015



VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

Le Kent favorable à développer les échanges avec le Calaisis

Par jean-philippe delattre calais@lavoixdunord.fr ashford. C'est dans cette ville traversée par l'Eurostar que se sont rencontrés, au cours d'une simple réunion d'échanges, quarante élus de Calais et des acteurs économiques du territoire (chambre de commerce, chambre des métiers, commerces et entreprises divers), et une petite trentaine de leurs homologues originaires du Kent, dont les maires de plusieurs villes. Ces derniers semblaient attendre beaucoup de cette « belle opportunité de faire des affaires ». Une formule reprise par plusieurs professionnels britanniques que nous avons interrogés, qui apprécient majoritairement « l'initiative de Mme Bouchart ». Même si certains, comme le conseiller du district d'Ashford Graham Galpin, craignaient que les Français veuillent délocaliser les entreprises du Kent dans le Calaisis. « C'est important de développer de nouveaux liens entre nos deux ré-

gions et, plus généralement, que l'Angleterre continue d'échanger avec l'Europe, surtout après le Brexit », explique Tanya Utton, entrepreneur. Richard M. Lavender, président du développement économique au sein de la chambre de commerce du Kent, constate que « le potentiel est là. Il faut l'exploiter. Créer de la compétitivité ».

« Calais souffre d'une mauvaise image »

« La maire de Calais a raison de faire cette opération de promotion, s'accordent à dire deux autres entrepreneurs. C'est une jolie ville mais elle souffre de la mauvaise image qu'en donne la télévision anglaise. D'ici, on a l'impression qu'on ne peut pas y aller sans avoir de problème avec des migrants. » Tanya Utton surenchérit : « La ville ne montre pas assez son potentiel touristique. » Justement, des migrants, il n'en a pas été beaucoup question dans ces

échanges. Natacha Bouchart expliquait, dans nos colonnes mercredi, qu'elle ne souhaitait pas en parler et les Britanniques ont joué le jeu. Seuls des journalistes de la télévision anglaise ont interrogé la maire de Calais, hier, à ce sujet, qui a répondu que c'était « l'affaire de nos deux gouvernements et non l'objet de cette rencontre ». Propos repris par le maire d'Ashford, George Koowaree : « Il faut que nos deux gouvernements s'entendent sur des solutions politiques et sociales sur ce sujet. C'est vrai que les Anglais y réfléchissent à deux fois avant de se rendre à Calais ou d'y investir. Mais nous ne devons pas laisser cette crise migratoire interférer dans nos bonnes relations. » George Koowaree souhaite également, « au-delà des échanges politiques, plus d'échanges entre les populations. D'autant que pour nous, dans le Kent, c'est plus facile et plus rapide de se rendre à Calais plutôt qu'à Londres ». ■



Cet Anglais qui a investi à Calais

Gavin Teale est Anglais. Après une mauvaise expérience en tentant de monter une société à Douvres, il a créé son entreprise, Gotek7, spécialisée dans la technologie de géolocalisation, à Calais : « J'ai été invité à cette rencontre à Ashford à titre d'exemple, explique-t-il. Grâce à mon expérience, je peux discuter avec de potentiels partenaires anglais des avantages à venir en France pour créer sa société. Le message que je veux faire passer, c'est que Calais a besoin de sociétés mais c'est aussi une ville fantastique pour y créer une entreprise. L'immobilier est moins cher, par exemple. Il y a de la de-

mande au niveau travail. Moi, je ne parle pas français, mais ce n'est pas un frein. Tout mon personnel est français. » Gavin Teale emploie quatorze personnes du Calais. Son entreprise réalise un chiffre d'affaires de « 700000€ minimum par mois ». Il ajoute que « Calais est une porte ouverte sur la France et sur l'Europe. Je reçois des clients du monde entier ».

Des projets concrets ?

Même s'il s'agissait d'un premier contact, les échanges noués hier semblent avoir déjà débouché sur quelques partenariats. Richard M.

Lavender assure ainsi avoir pris rendez-vous la semaine prochaine avec Calais Promotion (*), agence de développement économique du Calais, pour « parler business ». Jérôme Pont, gérant de Calais vins, a, lui, saisi l'occasion pour « développer un partenariat avec les centres commerciaux du Calais, notamment Cité Europe, afin de réaliser une communication commune dans le Kent avant le mois de novembre ». J.- PH. D. (*) rassemble les collectivités locales du Calais et des représentants du monde économique. ■



VP11 - LYCÉES

Rentrée dans le nouveau lycée hôtelier et premiers pas dans l'après-FCB

Par Emmanuel Crapet lille@lavoixdunord.fr fives. Il y a encore quelques semaines, Yvon Cramblin était à la tête d'un lycée qui n'avait pas de nom. Le lycée hôtelier lillois avait cette particularité de n'avoir jamais été baptisé et de porter le nom de sa rue, Michel-Servet. On est entré, hier, dans une nouvelle ère. Le fameux lycée a un nom, il s'appelle le Lycée hôtelier international de Lille (le LHIL). Aménagé dans les anciens bâtiments de Fives Cail Babcock, vestige industriel du quartier de Fives, il occupe (pour ceux qui connaissent les lieux) les halles F8, F9 et F10. 25 000 m² pour 650 lycéens, ça fait quasiment 40 m² par gamin. Le Lycée hôtelier international de Lille est un écrin assez exceptionnel. Ne serait-ce qu'au regard de son jardin arboré intérieur. Le nouveau lycée hôtelier, c'est aussi un in-

ternat de 120 lits, un restaurant d'application dans lequel on pourra manger dans les prochains jours midi (tous les jours de la semaine) et soir (trois fois dans la semaine) : 80 couverts, uniquement sur réservation. La rentrée à Fives dans ce nouveau lycée hôtelier est incontestablement l'événement de cette rentrée lilloise : hôtellerie, pâtisserie, fleuriste... On y apprend quasiment tout ce qui tourne autour des métiers de bouche.

allée de l'internationale

« J'étais vraiment impatient de le faire fonctionner », résume Yvon Cramblin, le proviseur. Il était de l'aventure du lycée hôtelier de la rue Michel-Servet. Quand il fait le tour du propriétaire, il regarde « son » nouveau lycée avec les yeux d'un gamin auquel le père Noël aurait rame-

né tous les cadeaux qu'il a notés sur sa liste. Dans le couloir, hier, le proviseur croise un professeur, M. Simon (il alimente aussi un blog, Chef Simon) : « Je suis un grand défenseur de l'école publique, laïque. Ici, on donne véritablement aux professeurs et aux élèves un outil formidable. Je suis en lévitation depuis que je suis rentré dans ce lycée. » Avec l'ouverture du Lycée hôtelier international de Lille, c'est l'après-FCB qui entre dans le quotidien des Fivois. Premier élément qui accompagne ce changement dans la vie des riverains, l'ouverture de l'allée de L'Internationale. Une nouvelle voie qui longe le lycée hôtelier et qui renvoie directement à l'histoire ouvrière du quartier et à l'écriture, pas loin de là, de la musique du chant révolutionnaire par Pierre Degeyter. ■



bonjour

Une addition à près de 60 millions. C'est incontestablement le moment fort de cette rentrée lilloise : l'ouverture du lycée hôtelier sur la friche FCB (lire p. 13). Une spectaculaire reconquête sur ce qui reste comme la plus emblématique des usines lilloises. Tout ça a un coût : la Région a soutenu le projet à

hauteur de 57,8 millions d'euros, pendant que la ville de Lille déboursait 15 millions d'euros. Dans le quartier de Fives, où l'on a pris l'habitude de voter plus à gauche qu'à droite, on commente ainsi cette rentrée. « L'acronyme du lycée - le Lycée hôtelier international de Lille - donne LHIL. On y entre par l'allée de

l'Internationale. Xavier Bertrand (président LR de la Région) doit trouver l'addition à pas loin de 60 millions un peu salée. » De tout cela, il sera peut-être question au moment de l'inauguration du lycée, mais pour l'instant il n'y a pas de date fixée.EM.C. ■



Une rentrée sous haute sécurité

Pour eux, ce jeudi, c'était aussi la rentrée. Depuis 2010, une équipe mobile de sécurité a été créée par l'académie d'Amiens. Le rôle de ces quatre personnes, qui sont venues au lycée européen de Villers-Cotterêts, est bien délimité. « Nous sommes là pour faire de la prévention. Nous ne sommes pas une force de sécurité. Nous sommes une présence dissuasive. En cas de besoin, nous alertons les gendarmes ou la police », annonce l'un d'eux. Tous ont, d'ailleurs, été formés à la gestion de crise par la gendarmerie en participant à des exercices sur le terrain. Ils ne sont pas armés mais composent, tout de même, une présence rassurante dans les établissements scolaires et leur proximité. « Nous n'avons aucun pouvoir de police », précise Pascal Clapette, qui a porté l'uniforme des gendarmes pendant trente-sept ans. Désormais, il est donc vêtu d'un tee-shirt bleu. Une façon d'être reconnu sans être confondu. Un dispositif de quatre agents, basés au lycée Paul-Claudé de Laon, pour surveiller cinquante-sept collègues et vingt-quatre lycées, peut apparaître un peu dérisoire au regard

des distances à parcourir, notamment. Mais l'important est, sans doute, de ne pas confondre les tâches. Ils ne remplacent pas les policiers municipaux ou nationaux, ni les gendarmes dans le domaine judiciaire. « Nous ne sommes pas une équipe d'urgence », glisse l'un d'eux. Leur travail, c'est d'éviter les problèmes. Ils interviennent donc en amont, s'attachent à connaître les particularités des bâtiments et ceux qui y travaillent. Ces trois hommes et cette femme sont donc éloignés du spectaculaire. Ils rencontrent les élèves, évoquent avec eux les bienfaits de la laïcité, « le bien-vivre ensemble ». L'an dernier, ils ont, ainsi, donné plusieurs conférences sur le harcèlement. Ce rôle est très apprécié par Dominique Haraut, proviseur du lycée européen de Villers-Cotterêts. « C'est une aide précieuse en matière de sécurité », estime-t-il. Comme dans les autres établissements, un exercice attentat va être organisé dans les semaines à venir. Mais en dehors de ces risques, d'autres faits sont scrutés avec attention. Le lycée européen n'a pas été concerné par des signes de radicali-

sation d'élèves, mais la vigilance est là. « J'ai demandé aux équipes d'être attentifs à tout signe de changement majeur », souligne le proviseur.

Un lycée qui ne sera jamais une forteresse

Il sait bien que jamais son établissement ne pourra ressembler à une forteresse. Mais il rappelle que toute personne qui veut entrer doit présenter une pièce d'identité. « Nous avons aussi la chance de disposer de caméras. Nous mettons aussi en place un renforcement de la présence d'adultes, lors des entrées et sorties des élèves. » La sécurité est bien le souci numéro1. Pour la conforter, il faut, sans doute, apprendre à regarder, à déceler l'anormal qui peut vite devenir inquiétant. « Au-delà des formations mises en place, ce qui compte, c'est le réflexe, la réactivité », a rappelé, de son côté, le directeur académique lors de sa venue au lycée Claudé de Laon. Thierry de LESTANG PARADE ■



Une gestion partagée des risques

Le préfet de l'Aisne Nicolas Basselier s'est rendu hier matin au lycée Paul-Claudé de Laon en compagnie de Vincent Stanek, directeur académique des services de l'Éducation nationale, et Christophe Coulon, vice-président du conseil régional. Pour le représentant de l'État, il s'agissait de « voir comment se passe la rentrée scolaire, préparée dans un contexte de menace terroriste » et de souligner l'importance qu'il y a, désormais, à « développer une culture de la sécurité ». Le préfet a indiqué que cela se traduira notam-

ment par une « présence visible des forces de l'ordre aux abords des établissements », lors des « phases les plus sensibles » que constituent les heures d'entrées et de sorties « mais pas seulement ». Selon Vincent Stanek, l'objectif est de « faire en sorte que chacun se sente concerné », le dispositif mis en œuvre reposant aussi sur un large partenariat entre les services de l'État, forces de l'ordre en tête, l'Éducation nationale et les collectivités gestionnaires des établissements (communes, Département, Région). Pour le directeur aca-

démique, il y a, au-delà des mesures mises en place, un « enjeu de citoyenneté et pédagogique ». Selon Christophe Coulon, le conseil régional a bien pris en compte cette dimension de la sécurité : « Un audit est en cours dans les 265 lycées publics des Hauts-de-France, et un dialogue est aussi mené avec les 140 lycées privés, s'agissant de la mise en place de la vidéo-protection et de la création de sas. Nous allons beaucoup investir dans ce domaine. » Philippe Robin ■



Une cure de jouvence au lycée professionnel Jacques-Le-Caron

PAR NICOLAS ANDRÉ
nandre@lavoixdunord.fr AR-
RAS. Effectifs. Neuf cents apprenants
ont été inscrits pour la rentrée. Six
cents élèves en formation initiale,
cent cinquante apprentis et une cen-
taine d'adultes (en permanence) ef-
fectuant une formation continue
constituent cet effectif. Ils sont enca-
drés par une centaine de professeurs.
Spécificités. Le lycée est spécialisé
dans les métiers du bâtiment et pro-
pose des formations en CAP, BP, Bac
Pro et deux BTS, l'un en technico-
commercial vente des matériaux et
l'autre en enveloppe du bâtiment (en
apprentissage). Il faut également
ajouter une classe de « prépa » en ar-
chitecture. Une formation gratuite et
suivie l'an dernier par une quinzaine
de lycéens de Gambetta, Robespierre,
Guy-Mollet, tous les mercredis
après-midi. L'objectif : se préparer au

concours des écoles d'architecture.
La formation Taille de pierre est une
des douze formations du genre en
France. L'internat. Le grand luxe :
des chambres pour trois ont été amé-
nagées et chacune dispose d'un mo-
bilier sobre et moderne ainsi que
d'une salle de bains - wc, avec
douche. Ont été refaits la décoration,
des foyers pour se détendre, avec des
jeux (écran, baby-foot). L'internat
propose quatre-vingt-dix-neuf
places, toutes occupées pour la ren-
trée, dont vingt et une réservées aux
filles (internat séparé - les élèves de
Savary-Ferry y sont accueillis).
Équipements sportifs. Ils sont d'une
belle qualité : une piste d'athlétisme
en tartan, entourant un terrain de
football synthétique. Ces équipe-
ments seront inaugurés prochaine-
ment. Du luxe, même si les dimen-
sions ne sont pas réglementaires. Le

terrain réservé aux lycéens pourrait
également accueillir des entraîne-
ments pour le rugby à 7 ou le foot
féminin. Sécurité incendie... Le reste
des travaux concernait en partie la
sécurité incendie, l'évacuation des
fumées, la pose de seize caméras
pour inspecter les entrées et sorties
et les extérieurs de l'établissement
qui s'étend sur six ha. Bertrand Der-
quenne. Le proviseur désire amélio-
rer l'image de ses formations et de
son lycée, apprendre aux élèves à se
connaître et à se valoriser. Mais sur-
tout, il s'agit « d'aspirer les élèves
vers le haut » et cela marche plutôt
bien. On croise des élèves qui pro-
jettent déjà de poursuivre leur for-
mation initiale après le CAP, et 85%
des élèves dans les deux classes de
BTS sont issus des filières profes-
sionnelles du lycée. ■



Lycées : quelques options innovantes, un BTS coiffure, un nouveau proviseur

PAR RUFUS DE RIDDER
avesnes@lavoixdunord.fr Aves-
nois. Hier c'était aussi jour de rentrée
pour la plupart des lycéens. Quelques
changements les attendent. À
l'Institution Sainte-Thérèse
d'Avesnes-sur-Helpe, les cours sont
désormais réduits à 50 minutes (au
lieu de 55 auparavant) pour créer des
ateliers Classes sans murs. Des
sixièmes aux premières, toutes les
classes sont concernées. « Il s'agit de
favoriser la liaison entre collégiens et
lycéens à l'aide d'une pédagogie
différente, collaborative, explique la
directrice Nathalie Osselaer. Chaque
élève apporte ses connaissances dans
tel ou tel domaine. » Citons les ate-
liers cuisine en anglais, liens entre
littérature et chansons et initiation à

la langue russe. Le lycée profession-
nel Pierre-et-Marie-Curie d'Aulnoye-
Aymeries a démarré cette année sco-
laire avec un nouveau proviseur.
Anne Hennecart, qui était principale
d'un collège à Beuvrages, remplace
Régis Dufour-Lefort. Ce dernier
prend les rênes d'un lycée valencienn-
nois. Les effectifs du lycée aulnésien
sont stables avec 585 élèves inscrits.
À l'Institution Jeanne-d'Arc
d'Aulnoye la rentrée est marquée par
l'ouverture d'un BTS coiffure. « Dans
la Région il n'y a qu'Arras et nous ! »
précise le directeur José Louguet. Un
BTS qui s'adresse notamment à celles
et ceux qui souhaitent devenir ma-
nager de salon ou chef d'entreprise.
Autre nouveauté à Jeanne-d'Arc,
l'option football féminin est désor-

mais officielle pour les élèves des
classes de seconde, première et ter-
minale. Au lycée Jessé-de-Forest
d'Avesnes, le proviseur évoque « une
rentrée normale, mais qui
s'échelonne sur plusieurs jours pour
des raisons de sécurité. Le but est
d'éviter des attroupements trop im-
portants devant l'établissement » dé-
taille Michel Schuermans. La nou-
veauté pour cette année scolaire est
la mise en place d'une option infor-
matique pour les classes de première.
En ce qui concerne le lycée Dupleix
de Landrecies, selon le proviseur
Thierry Cuvelier « il n'y arien de nou-
veau » cette année. L'établissement
accueille 500 lycéens ; 45 de plus que
l'année dernière. ■



Les élèves de seconde ont posé leurs valises au lycée hôtelier du Touquet

PAR ANAÏS COINON
acoionon@lavoixdunord.fr LE
TOUQUET. 8h30, le lycée hôtelier
ouvre ses portes. Dès le portail, les
étudiants doivent donner leur nom
pour entrer. Tout de suite, la
consigne est passée : les effusions ne
seront pas tolérées. La rigueur est dé-
jà de mise. Rassurante malgré tout,
l'équipe pédagogique se charge
d'orienter familles et enfants. Dans la
foulée commence l'installation. Car
parmi les nouveaux lycéens, bon
nombre sont internes. Alors en plus
de l'éternel cartable, les élèves de se-
conde sont bien chargés. Aidés de
leurs parents, ils grimpent les esca-
liers qui les amènent à leur chambre.
Pas simple, lorsque l'on est en cos-
tume ou en talons hauts. Pas facile
non plus, quand on vous a attribué
une chambre au cinquième étage.

Chacun découvre son nouvel envi-
ronnement et tente de se
l'approprier. À quatorze ans et demi,
Maxime, originaire du Dunkerquois,
est un spécialiste de la meringue.
C'est l'un des rares à ne pas être
stressé : « Je suis content d'être là,
tous mes profs m'ont conseillé ce ly-
cée. » « C'est la première fois que je
vois mon fils faire son lit ! », sourit sa
mère. Chez les filles Camille, 14ans,
est aussi comme un poisson dans
l'eau. Son père explique fièrement :
« Elle a participé au concours Graine
de p'tits chefs près de Fruges. Son
parcours est déjà tout tracé. » Sou-
vent six par chambrée, les lycéens en
profitent pour faire connaissance
avec leurs camarades et décompresser.
« Je suis de la Somme, avec mon
grand-père on a dû partir dès 7
heures ce matin. Ça fait du bien de

se poser », raconte Quentin, 15ans,
élève de seconde professionnelle. La
journée est pourtant loin d'être ache-
vée. À 10h30, il est temps de re-
joindre la salle de conférences. Henri
Chweudura, le proviseur, revient sur
les valeurs de l'école hôtelière dans
un silence de cathédrale. « C'est le
seul établissement public d'hôtellerie
au Nord de Paris, nous avons une ré-
putation à défendre, précise le pro-
viseur, Tant au niveau national
qu'international. » Après cette mise
au point, les lycéens poursuivent leur
intégration par une visite de
l'établissement, du Touquet et
quelques activités sportives. Histoire
de se mettre dans le bain avant de se
mettre aux fourneaux lundi. ■



Les travaux de l'internat ont pris de l'avance

Commencés courant janvier, les travaux de réfection de la tour de l'internat ont pris de l'avance. Les conditions météorologiques favorables ont joué en la faveur du chantier du lycée hôtelier. « La livraison de l'ouvrage devait s'effectuer début 2017, raconte Henri Chweudura, le proviseur, Finalement les délais ont été raccourcis et les travaux devraient s'achever en décembre 2016. » Cette mission portait sur la mise aux normes d'étanchéité du bâtiment avec la pose notamment d'un

bardage. Grâce à la pose d'un échafaudage externe, les aménagements ont pu être réalisés sans interrompre le fonctionnement des étages concernés. « Avec le conseil régional, nous avons élaboré un processus pour que les élèves ne ressentent aucune perturbation », poursuit Henri Chweudura. Du vendredi au dimanche, les ouvriers mettaient un coup de collier pour prendre de l'avance et causer moins de dérangement.

Un coût de plusieurs millions d'euros

Trois millions d'euros ont été nécessaires pour rénover cette partie de l'établissement. Le lycée hôtelier du Touquet n'avait pas connu de travaux majeurs depuis 2007. Il y a déjà presque dix ans que les cuisines de l'école ont été rénovées. A.C ■



Le lycée Gambetta entame sa rentrée avec un nouveau CDI deux fois plus grand

Pour cette quatrième année de travaux, les élèves du lycée Gambetta disposeront, d'ici une dizaine de jours, d'un tout nouveau Centre de documentation et d'information. « L'ancien était vétuste, exigü et pas du tout fonctionnel », résume Stéphane Menet, proviseur. Il a donc été déplacé et entièrement repensé pour prendre vie à l'emplacement de l'ancien bureau des conseillers d'orientation, combiné à la salle de musique et à une extension construite dans la cour de l'établissement. D'une surface de près de 120m², « le CDI a ainsi doublé de surface », mais il a également gagné en luminosité et en équipement, avec des postes informatiques neufs et des espaces dédiés, « comme des zones de lecture, de travail... » Ce nouvel outil, dont la mise à disposition est programmée pour le 15sep-

tembre, devrait s'inscrire comme « un lieu indispensable pour les TPE (travaux personnels encadrés) qui comptent pour le Bac ».

Une nouvelle entrée

Les travaux menés cet été ont inclus la réfection du bâtiment maintenance qui sert aux agents techniques et situé à l'extrémité de l'établissement (côté rue des Quais). Et cette nouvelle phase de travaux se poursuit actuellement sur « tout le bâtiment central » où prendront place d'ici février prochain les futures salles de sciences (aux premier et deuxième étages), ainsi que le nouveau secteur « vie scolaire » (au rez-de-chaussée) avec le bureau des CPE, des assistantes d'éducation, le foyer, la Maison des lycéens. Dans la perspective d'une nouvelle entrée actuel-

lement en chantier (face au pont hydraulique), les extrémités de l'actuel bâtiment seront détruites pour créer une zone d'accueil unique et plus aérée. Avec, encore en suspens, le financement et la réhabilitation de l'ancienne infirmerie du lycée qui permettrait d'abriter à terme un nouveau pôle des services administratifs (direction, intendance...) : « Nous avons bon espoir que cela puisse se réaliser d'ici un an à un an et demi », mise le proviseur. Pour achever l'ensemble, ne resterait plus alors que le sablage de la façade classée de cet établissement de 130ans « avec le projet de faire du hall un espace musée où nous pourrions mettre en avant les collections d'ouvrages et de matériels pédagogiques très rares dont nous disposons », envisage S.Menet. Florence MOREAU ■



Hollande voit le lycée comme la « prochaine étape des réformes »

Le chef de l'Etat a effectué une visite jeudi dans une école et un collège d'Orléans.

C'est un discours de campagne que François Hollande a prononcé, jeudi, à Orléans. Le chef de l'Etat faisait sa rentrée avec la ministre de l'Education nationale, Najat Vallaud-Belkacem, dans une école et un collège appartenant à un réseau renforcé de l'éducation prioritaire, un « REP + » dans le jargon administratif.

Après avoir fait de la scolarité obligatoire - primaire et collège - la priorité depuis 2012, « le lycée doit être la prochaine étape de nos réformes », a lancé François Hollande, en citant le lycée général et le lycée professionnel. « L'école doit rester et restera la première priorité du pays », a-t-il assuré.

Dans cet accent mis sur le lycée, le chef de l'Etat a surtout insisté sur l'orientation : « Il faut mieux assurer la transition entre le lycée et l'enseignement supérieur » et « ne

pas accepter, alors que des familles se sacrifient, que des jeunes puissent utiliser leur temps pour des enseignements qui n'étaient pas leur première orientation et qui les amènent à quitter l'enseignement supérieur ». L'idée est donc de faire en sorte que le lycée prépare davantage les élèves à l'orientation et soit plus tourné vers le supérieur. Dans le même ordre d'idées, il faut « mettre l'accent sur la pédagogie des premières années d'université, ce qui veut dire un changement d'état d'esprit et des moyens accrus pour affronter cette exigence d'accompagnement des étudiants », précise son entourage.

Rythmes scolaires

Que devient la fameuse priorité au primaire, dans ce contexte ? « Elle va évidemment demeurer, indique un proche de François Hollande. On n'a pas fini le travail sur le premier de-

gré, il faudra notamment beaucoup travailler sur la formation, initiale et continue. » Une priorité qui pourrait aller, selon certains, jusqu'à relancer le débat sur les rythmes scolaires. Il faut « les faire évoluer comme l'ex-ministre de l'Education, Vincent Peillon, l'avait envisagé au début du quinquennat », souhaite un proche du président. Qui espère bien que la question du raccourcissement des vacances d'été fera partie du débat de la prochaine élection présidentielle.

En attendant, le chef de l'Etat a égrené son bilan. En oubliant certaines promesses encore non tenues - sur les décrocheurs ou la scolarisation des moins de 3 ans. Ou en forçant le trait, comme lorsqu'il assure que « le temps où les Français n'étaient pas réputés comme les meilleurs dans les langues vivantes est terminé ». ■

par Marie-Christine Corbier



VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

Thomas Ruyant à Dunkerque pour parler aventure, partage et... finance

PAR FRÉDÉRIC SOURICE
sport@lavoixdunord.fr VOILE.
Thomas Ruyant a pu prendre quinze-jours, en août, pour se vider la tête... sur un vieux gréement, en famille. Une parenthèse dans un projet qui accapare ses pensées. « Tous les bateaux doivent être aux Sables-d'Olonne le 15octobre. C'est demain, ça va vite. Ça commence à monter. Je sens l'échéance approcher, mais je suis tellement occupé que je n'ai pas le temps de trop cogiter. » Préparer un Vendée Globe est une aventure singulière. Elle demande de la polyvalence, jusque dans les dernières semaines, pour la majorité des concurrents, qui ne sont pas adossés à un sponsor XXL. Ce week-end, à Dunkerque, pas d'entraînement à l'horizon. Thomas Ruyant va recevoir la visite d'écoliers sur son bateau,

partager sa passion avec les particuliers. Et expliquer le Projet Imagine, en compagnie de Frédérique Bedos, la Nordiste fondatrice de cette ONG. Le marin fera aussi des relations publiques à destination des sponsors et des médias, sur l'eau, en début de semaine. « Ce projet, c'est plusieurs choses. Le métier de marin, c'est aussi ça, aujourd'hui. J'aime bien la phase de montage du projet. J'aime raconter ma passion, partager cette aventure. Ce projet me plaît. Un week-end comme celui-là, c'est top. Ce n'est pas une contrainte. » Thomas Ruyant espère aussi compléter le budget. Il est alimenté par le Souffle du Nord, une association réunissant 150mécènes et 880supporters. Autrement dit : 150entreprises et 880-particuliers désireux de soutenir le marin et le Projet Imagine, à travers

la médiatisation du Vendée Globe. Des supporters qui donnent 10, 50 ou 100€, des sociétés qui versent de 1000 à 100000€, sans visibilité sur les voiles, c'est rare en 2016. C'est grâce à ce montage atypique, ce projet nordiste et solidaire, que Thomas Ruyant participera au tour du monde en solitaire. Il manque 300000€ sur un budget de 2,8M€. « Je suis sûr d'être au départ. Je sais que des choses se débloquent tard. Est-ce que ça me pèse ? Oui, un peu, car j'ai vraiment envie de boucler le budget. Il ne manque pas grand-chose pour faire vraiment quelque chose de sympa. » Ce soir, Thomas Ruyant et Frédérique Bedos veulent aussi convaincre des chefs d'entreprise du Dunkerquois de monter à bord pour partager l'aventure. ■



VP14 - RURALITÉ,
DÉVELOPPEMENT DU
NUMÉRIQUE, FAMILLE...

La fracture numérique dans un « territoire d'excellence »

Saint-Quentin se veut « territoire d'excellence robonumérique ». Les collectivités misent à fond sur ce créneau pour faire oublier un passé industriel qui a fait table rase de la prospérité de l'emploi. Mais le « territoire d'excellence » n'échappe pas à la fracture numérique, cette frange de la population complètement en dehors des mails, visioconférence et autres réjouissances digitales. Contradictoire? Non selon la vice-présidente de la communauté d'agglomération en charge du développement du numérique, Frédérique Macarez (Les Républicains). « C'est stratégique pour une ville de s'orienter dans cette voie. C'est un vecteur d'emploi pour les jeunes de demain. La fracture numérique doit disparaître au fur et à mesure. »

« Certains habitants ne sont pas prêts »

À la Maison de l'emploi et de la formation (MEF), le constat est là. « Nous avons un problème d'accès au savoir de base. Et ce n'est pas parce que les particuliers ont un téléphone portable ou une tablette qu'ils savent

s'en servir », constate Catherine Gaveriaux, directrice adjointe du site. Si les enfants « naissent avec un téléphone ou un ordinateur dans les mains », ils ne savent pas les utiliser. Et les personnes âgées qui se sentaient exclues des ordinateurs se sont mises au numérique avec les tablettes, plus intuitives « Il faut savoir ce qu'on en fait de ces outils. » La Ville de Saint-Quentin (qui a en charge la compétence scolaire) et la MEF travaillent pour préparer les plus jeunes à ces outils. La municipalité cherche à démocratiser l'accès avec des sites comme la cyber-base (rue Henry-Dunant). La fracture dépend de l'âge et de la catégorie socio-professionnelle. Catherine Gaveriaux cite l'exemple d'une quadragénaire qui a répondu à une offre d'emploi à Paris. « L'employeur ne communiquait que par mail. Elle a dû se créer une adresse. » Mais une fois la démarche effectuée, la Saint-Quentinoise s'est retrouvée bien embarrassée. « Elle a dit à sa conseillère qu'elle pouvait aller voir ses mails sans se rendre compte que la boîte mail est quelque chose de privé. » La Ville de Saint-Quentin a mis en place un sys-

tème de paiement en ligne de la cantine. « C'était pour faciliter la vie des usagers mais nous devons conserver un guichet, explique Frédérique Macarez. Je ne suis pas pour déshumaniser totalement car certains habitants ne sont pas prêts. Ils ont besoin de converser. » Dans la fracture numérique, il faut aussi dissocier l'utilisation dite de loisirs de l'utilisation professionnelle. Ainsi, lors de la création des Ailes de l'envol par la mairie (réseau d'anciens pour aider les jeunes des quartiers à monter leur dossier), il n'était pas rare de voir des jeunes avec des comptes Facebook mais sans adresse mail. Le monde de l'entreprise est résolument tourné vers le numérique. « Et si le public ne sait pas s'en servir, il se coupe », regrette Catherine Gaveriaux. La directrice, Nathalie Haussy, y voit également un vivier d'emploi. « Dans le numérique, il y a des métiers pour tous. Il ne faut pas nécessairement être ingénieur. » Encore faut-il y avoir accès. JULIEN GRIS et ALICE MEUNIER ■



Ces demandeurs d'emploi fâchés avec le numérique

Ce n'était pas la rentrée mais il y avait du monde, hier matin, à l'agence Pôle Emploi du boulevard Cordier. Si une majorité de demandeurs se déclarent à l'aise avec l'outil informatique, certains ont parfois besoin de conseils. C'est le cas de Lionel, 59 ans : « L'informatique, ce n'est pas mon domaine et ce n'est pas ma génération. Là ça commence à aller mieux mais heureusement qu'il y a les conseillers pour nous aider. Ce qui me bloque encore, c'est tous ces symboles qu'on peut trouver sur le clavier ou l'écran, mais c'est à moi de m'y mettre. Je viens ici car je n'ai pas

d'ordinateur à la maison pour des raisons de budget, c'est sûr que si j'en avais un, j'intensifierais mes recherches le soir et le week-end. » Ça va mieux pour Olivier « mais la première fois que j'ai dû faire mon actualisation, j'étais perdu », raconte ce Saint-Quentinois qui vient consulter les offres « tous les deux-trois jours ». Taper le poste recherché dans le bon onglet, consulter le détail de l'offre et l'imprimer, le quadragénaire sait faire, démonstration à l'appui. Pour le reste, il utilise une autre méthode pour trouver du travail, « le bouche-à-oreille ». De son côté, Lu-

dovic, préfère se déplacer dans les agences d'intérim. « Jusqu'à mes 30 ans, j'ai toujours travaillé sans jamais utiliser internet pour trouver un emploi. Maintenant, ce n'est pas que j'ai un souci avec l'informatique mais il y a souvent des problèmes avec les offres qui ne sont pas réactualisées. » Autre cas, celui de Jean-Yves, allocataire du RSA qui vient pour une première inscription : « Je n'ai aucune connaissance en informatique et de toute façon il serait trop coûteux de m'équiper. » ■



Des renforts policiers et 8000 places en hébergement

La manifestation de lundi a-t-elle précipité votre venue à Calais? Bernard Cazeneuve : « C'est la 8e fois que je viens à Calais depuis que je suis ministre de l'Intérieur et j'y reviendrai encore. Quand il y a une situation difficile, des inquiétudes, des tensions comme aujourd'hui en raison d'une crise migratoire qui résulte des désordres du monde, l'État doit répondre présent, être à l'écoute et avancer des solutions. C'est normal. C'est mon rôle d'être aux côtés des élus et des acteurs économiques et sociaux de Calais. Je ne m'y suis jamais dérobé. Je le redis aujourd'hui aux Calaisiens : l'État est là. Avec un soutien concret. » Démanteler une zone où vivent 10000 personnes, est-ce réalisable? Si oui, quelle est la solution pour la partie nord de la Jungle de Calais? Et surtout quelles sont les dates? « Il y a aujourd'hui, non pas 10 000, mais 6 900 migrants présents dans la zone nord de la Lande de Calais. C'est un chiffre suffisamment important pour qu'il soit inutile d'en rajouter. Nous avons déjà procédé au démantèlement de la zone sud au début du mois de mars dernier, et nous avons déjà commencé celui de la zone nord, par un référé pour fermer les lieux de vente illégaux installés sur la Lande. Ce processus a été freiné par une décision de justice et j'ai saisi le Conseil d'État à ce sujet; j'attends désormais sa décision. Mon intention est bien de poursuivre avec la plus grande détermination. Cela doit se faire par étapes, en commençant par créer davantage de places d'hébergement en France pour désengorger Calais. C'est ce que nous faisons actuellement avec Emmanuelle Cosse, ma collègue chargée du Logement. Justement, les places en

centre d'accueil et d'orientation (CAO) sont de plus en plus rares et la demande de la part des migrants de plus en plus forte. Avez-vous trouvé des solutions? « 5 528 migrants en provenance de Calais ont déjà été accueillis dans les 161 centres d'accueil et d'orientation (CAO) que nous avons créés en France. Nous allons encore amplifier cet effort, avec la création d'ici la fin de l'année de 2 000 nouvelles places d'hébergement en CAO et de 6 000 places en centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA). Je rappelle que 10 000 places en CADA ont déjà été créées depuis le début du quinquennat, alors que si peu avait été fait par le passé. En outre, nous visons la création de 5 000 nouvelles places d'hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile en 2017. Voilà ce que nous faisons. » Vous aviez annoncé un maximum de 2000 migrants à Calais en 2016 lors de votre dernière visite. Nous en sommes loin. Combien de migrants doivent selon vous rester à Calais? « Ce n'est pas cela que j'avais annoncé. Ce chiffre de 2000, qui avait été vu avec la maire de Calais, correspondait au nombre de places d'hébergement disponibles dans le campement de la Lande en 2016. Maintenant, l'objectif demeure bien entendu de diminuer fortement la pression migratoire à Calais. Nous étions à plus de 6000 il y a un an, grâce à notre politique volontariste nous sommes parvenus à diminuer ce nombre à 3500 au printemps dernier. Ce chiffre est reparti à la hausse cet été en raison de la pression migratoire, plus forte en Méditerranée en période estivale. C'est la raison pour laquelle nous intensifions notre action. » Les effectifs de police vont-ils

augmenter? Allez-vous placer Calais en secteur difficile? Si oui, pourquoi avoir attendu si longtemps alors que les syndicats le réclament depuis plusieurs années? « Je n'ai pas attendu, au contraire j'ai agi aussitôt. Il y avait 950 policiers et gendarmes à Calais en 2014 - ce qui était déjà un chiffre significatif. En deux ans, j'ai plus que doublé les effectifs, puisqu'en 2016 ce sont désormais 1900 policiers et gendarmes qui sont présents à Calais. Et j'en envoie aujourd'hui 200 en plus : 54 policiers de la police aux frontières et deux unités de forces mobiles supplémentaires soit 140 CRS, affectés en priorité à la Rocade et sur l'A16, ce qui permettra de redéployer les effectifs des BAC pour la sécurité des riverains de la rocade et du centre-ville. Nous en sommes donc à 2100 effectifs de sécurité présents à Calais. Et nous étudions avec les syndicats de police une prime de fidélisation. Nous faisons le maximum pour assurer la sécurité des Calaisiens. » Sur la rocade et l'A16, des chauffeurs sont attaqués toutes les nuits. Leur marchandise est parfois entièrement détruite et les pertes financières sont énormes. Sans preuves, la justice ne peut condamner un groupe d'individus, qui sont bien souvent relâchés quelques heures plus tard. Avez-vous une solution pour cette situation? « Les renforts de police qui arrivent aujourd'hui permettront de renforcer la lutte contre ces assauts de camions sur la rocade. Quant à la réponse pénale, j'ai demandé dès le mois de février au Garde des Sceaux, que j'ai rencontré Place Beauvau aux côtés des élus de Calais, la plus grande fermeté de la Justice, et il s'y est engagé. » Les mineurs isolés n'ont jamais

été aussi nombreux à Calais (900). Comment l'État peut-il prendre en charge ces mineurs ? « Nous sommes pleinement mobilisés pour permettre aux mineurs étrangers isolés de rejoindre leur famille dans le cadre du rapprochement familial. Les demandes de rapprochement familial sont traitées le jour même par la sous-préfecture de Calais et transmises directement aux autorités britanniques. Grâce à cette action, 63 mineurs en provenance de Calais ont déjà pu rejoindre leur famille au Royaume-Uni. Par ailleurs, un centre d'accueil et d'hébergement pour mineurs isolés ouvrira ses portes en octobre à Calais, en lien avec le Conseil Départemental du Pas-de-Calais. » Vous avez rencontré votre homologue Amber Rudd mardi. Que peut-on attendre des Anglais sur la question migratoire et économique ?

« Grâce aux négociations serrées que j'ai menées depuis deux ans avec les Britanniques, nous avons obtenu de leur part 100 millions d'euros qui ont notamment permis de sécuriser le tunnel et de rendre la frontière plus étanche. Depuis plusieurs mois, les migrants ne passent plus. Avec l'aide des Britanniques et grâce au travail exemplaire de la police aux frontières, nous avons démantelé depuis le début de l'année 29 filières d'immigration illégale vers le Royaume-Uni - soit 11 de plus que l'année dernière à la même période - nous avons interpellé 574 passeurs et expulsé 1145 personnes en situation irrégulière. Nous allons renforcer encore cette coopération avec les Anglais. Cela aussi c'est concret. » Avez-vous le sentiment d'une « unité » politique sur la question des migrants, ou au contraire de la « récupération »

droite ou gauche sur le sujet ? Le sujet sera-t-il d'après vous au centre de la présidentielle ? Le FN peut-il en profiter ? « La vérité, c'est que nous faisons tout ce que nous pouvons pour Calais. Et nous ne trouverons de solutions durables qu'avec l'ensemble des élus républicains, de gauche et de droite, et tous les acteurs économiques et associatifs présents sur le terrain. Ensemble, en allant dans le même sens. Les Calaisiens, comme tous les Français, veulent qu'on privilégie l'intérêt général, les vraies solutions, et non pas le calcul électoral à court terme. Sur des sujets complexes comme l'immigration, l'humilité, la recherche de solutions par le dialogue valent mieux que les mises en cause permanentes et outrancières, les polémiques de basse politique. ■



Hollande à Calais Port 2015

Bernard Cazeneuve l'assure, François Hollande viendra à Calais : « Le Président a dit qu'il se rendrait à Calais et il tiendra parole. Il viendra fin septembre poser la première pierre de Port Calais 2015, et s'adressera à cette occasion à tous les Calaisiens. » Jean-Marc Puisseuseau avait lancé une invitation pour le 27 septembre, mais il n'a pas encore reçu de réponse officielle. ■



Le plan Cazeneuve est à revoir

Quel est votre message au ministre de l'Intérieur? Il y a un constat. Le Calaisis est dans une situation qui n'est pas normale. Je me suis rendu sur la rocade la nuit, j'ai rencontré des riverains, des chefs d'entreprise, des commerçants, des salariés du port et du tunnel, et d'autres citoyens. L'exaspération est clairement en train de prendre la place de la patience qui a longtemps prévalu sur ce territoire. J'y vois un signal inquiétant. Même si, j'en suis convaincu, la plupart des habitants font la différence entre les quelques migrants délinquants qui se livrent à des exactions sur la rocade, et les migrants qui sont avant tout des réfugiés en attente d'une solution. Selon vous, le ministre aura-t-il des arguments propres à désamorcer le mouvement de lundi? Je l'espère. Même si je comprends ce mouvement annoncé ce lundi, je le soutiens même. Je ne le soutiens pas dans sa forme, dans la mesure où cette forme peut comporter des risques, mais je le soutiens dans ses motivations. J'espère également qu'on va cesser de se renvoyer la patate chaude. Selon moi, certains élus ne se montrent pas à la

hauteur quand, pour des raisons d'échéance électorale, ils déclarent tout à coup qu'ils n'ont plus rien à dire à ce gouvernement, qu'ils ne font plus confiance au ministre de l'Intérieur. Ils ont oublié que c'est Nicolas Sarkozy qui a signé les accords du Touquet; que c'est lui, en tant que président, qui a déclenché des interventions militaires au Moyen-Orient, qui ont déclenché ensuite les vagues migratoires dont on voit les conséquences aujourd'hui. Le prétendre aujourd'hui sauveur du Calaisis, ça laisse perplexe... Vous visez Natacha Bouchart... Qu'a fait la présidente de Cap Calaisis pour sécuriser les entreprises de la Zone des Dunes et de la zone Marcel Doret? Qu'en est-il de ce plan de sécurisation de la rocade, conçu par Jean-Marc Puissesseau et financé par la Grande-Bretagne! Ça fait des mois qu'on attend qu'il soit validé. ça ne suffit pas de rejeter la faute sur les autres, ou en particulier sur le plan Cazeneuve. Un plan dont je rappelle que Natacha Bouchart et Xavier Bertrand sont coauteurs. Considérez-vous ce plan comme un échec? Pas comme un échec. Il a failli dans la mesure où le nombre de mi-

grants à Calais devait être ramené à 2 000 - ce qui me semble toujours être un seuil acceptable - et ce n'est pas le cas. Donc, ce plan doit être adapté. La moitié des migrants présents à Calais souhaitent demander l'asile. Or il n'y a aucune raison pour que Calais soit l'unique porte d'entrée vers les CAO (centres d'accueil et d'orientation). Nous avons besoin dès maintenant de plusieurs milliers de places en CAO sur le territoire national. Chacun doit prendre sa part. Réclamer le démantèlement de la Jungle est une chose, mais il faut aussi que soient assurés la transition et l'accueil des réfugiés. Et, en parallèle de ce plan Cazeneuve adapté, il faut actionner tous les leviers pour la Grande-Bretagne revoir sa politique d'immigration légale. Ce deuxième point relève de la politique internationale, donc du président de la République... Je trouve incompréhensible que le président de la République ne vienne pas à Calais. Et je le lui ai dit. Propos recueillis par Grégory FAUCQUEZ ■



David Skuli (PAF) : « 10000 migrants à Calais, ce n'est pas la réalité »

David Skuli, directeur central de la Police aux frontières (PAF), était hier en visite à Calais. Éloigné de la presse à l'accoutumée, le directeur central a souhaité réagir aux chiffres avancés par certaines associations concernant le nombre de migrants présents à Calais. « 10000 migrants à Calais, ce n'est pas la réalité, a-t-il fustigé. C'est la PAF qui réalise les comptages et nous avons recensé 6900 personnes à Calais. 5200 dans les tentes et 1700 au CAP (centre d'accueil provisoire) et à Jules Ferry. » Toujours selon les chiffres avancés par la PAF, la Jungle est majoritairement peuplée « de Soudanais (48%), d'Afghans (24%) et d'Érythréens (13%) », le reste de la population étant composé de Sy-

riens, de Pakistanais, de Kurdes, d'Irakiens, etc.

Contrôles sur les parkings, les péages et les aires d'autoroute

En contact régulier avec le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, le directeur central de la PAF se dédouane de « préparer le terrain » avant l'arrivée du ministre ce vendredi. Il a préféré orienter son discours vers le travail quotidien de la PAF, et pas seulement à Calais. « Nous menons des actions quotidiennes dans les gares. En 2016, 900 personnes ont été stoppées en gare du Nord » à Paris, en tentant de rejoindre Calais par

les voies ferroviaires. Mais comment lutter contre les migrants qui se dissimulent dans des camions, parfois plusieurs centaines de kilomètres avant Calais ? « Nous organisons des contrôles sur les parkings, les aires d'autoroute et aux péages, ajoute-t-il. Ce ne sont pas des actions récentes mais elles sont de plus en plus courantes. » La PAF assure être en relation avec les fédérations de transporteurs routiers pour lutter contre ce phénomène. En 2016, selon le directeur central de la PAF, « 524 trafiquants ont été interpellés sur le Calais, principalement des Albanais, des Ukrainiens et des Afghans ». t.d. ■



VP15 - SANTÉ

Les établissements publics de santé mentale se disputent la place de chef

PAR SIMON CAENEN
hazebrouck@lavoixdunord.fr
BAILLEUL. 1 Quatre grosses machines autour de la table. Olivier Henno, président du conseil de surveillance de l'EPSM de l'agglomération lilloise (à Saint-André-lez-Lille) résume bien la situation : « Ce sont des établissements qui ont une forte identité, une forte culture. » Comme l'EPSM des Flandres (à Bailleul), créé en 1863. Une institution dans la cité de Mélusine. C'est une petite révolution qui se prépare : dans le cadre de la loi de modernisation du système de santé, les EPSM des Flandres (Bailleul), de l'agglomération lilloise (Saint-André-lez-Lille), Val-de-Lys Artois (Saint-Venant) et Lille métropole (Armentières) forment un groupe-

tif : plus de coopération et de mutualisation. 2 D'accord sur (presque) tout. Les établissements ont su se mettre d'accord sur un projet. « Cela s'est bien passé, relate Nicolas Lefebvre, président du conseil de surveillance de l'EPSM de Bailleul. On a choisi la répartition des différentes fonctions. » « Il n'y a pas d'agressivité entre les partenaires. On a fait 95% du travail », glisse André Flajolet, pour Saint-Venant. Olivier Henno est moins optimiste : « Il y a un vrai dialogue mais il n'aboutit pas sur la question la plus fondamentale. » Celle de l'établissement support. 3 Une place de chef pour quatre. Un établissement aura la fonction d'établissement support. Le directeur de la structure choisie sera président du comité stratégique. « Une fonction symbolique mais pas fondamen-

te », estime André Flajolet. « L'établissement support doit être pivot sur tout ce qui est mutualisation des fonctions », souligne de son côté Olivier Henno. La situation est cocasse : faute de consensus, chaque EPSM s'est présenté à l'élection et chaque établissement a ensuite voté pour... lui-même. La suite ? Elle est dans les mains du comité territorial des élus locaux qui émettra un avis. L'Agence régionale de santé, qui a refusé toute communication, tranchera. Mais Nicolas Lefebvre, à l'initiative d'une réunion se tenant aujourd'hui, espère qu'un consensus pourra être trouvé avant. Nous n'avons pas réussi à joindre Bernard Haesebroeck, pour l'EPSM d'Armentières. ■



POLITIQUE RÉGIONALE

Qui rendra son tablier de conseiller communautaire ?

Roubaix. Conséquence de l'élargissement de la Métropole européenne de Lille à cinq communes des Weppes, Roubaix perd un conseiller communautaire. Qui va perdre sa place ? La question se pose puisque, suite à l'intégration de cinq communes des Weppes, le conseil communautaire se recompose et, badaboum ! chiffres de l'Insee obligent, Roubaix passe de quatorze à treize élus à la Métropole européenne de Lille. La préfecture a tout récemment prévenu par courrier la municipalité et, maintenant, la question qui se pose est de savoir quel conseiller devra rendre son mandat. Dans l'entourage du maire, faute de direc-

tive préfectorale, on essaie de comprendre la marche à suivre. Guillaume Delbar (LR) aimerait bien que la règle du dernier entré s'applique. Dans ce cas, ce serait d'après lui la liste Nous c'est Roubaix qui trinquerait. Mais voilà, aux dernières élections municipales, les candidats au conseil communautaire ont dû se déclarer sur les listes et ont été élus au suffrage universel. On ne fait pas fi du suffrage universel si facilement. La logique voudrait donc que l'on reprenne le calcul à partir des résultats du second tour de l'élection et des listes concurrentes en 2014, selon la règle de la proportionnelle à la plus forte moyenne. Ce serait alors

la liste de Guillaume Delbar qui se retrouverait chocolat, avec plus que neuf élus (deux pour le PS, un pour le FN et un pour Nous c'est Roubaix). Restera ensuite à savoir lequel des dix élus communautaires de la majorité municipale rendra son tablier. Si l'on tient compte de l'ordre de présentation dans la liste, c'est Marie-Agnès Leman (LR) qui quitte la rue du Ballon. Mais le maire préférerait sans doute écarter l'une des deux élues qui se sont éloignées de sa majorité, Sauria Redjimi ou Sylvane Verdonck. Cela fait encore beaucoup d'inconnues. J. G. ■



POLITIQUE NATIONALE

La droite surveille Macron mais ne le redoute pas

Sarkozy et Juppé pointent les contradictions entre les déclarations de l'ex-ministre et son bilan à Bercy.

OPPOSITION Dans le baromètre TNS Sofres de septembre, réalisé pour *Le Figaro Magazine*, Emmanuel Macron est la deuxième personnalité politique à qui les Français prêtent de l'avenir, derrière Alain Juppé, mais largement devant Marine Le Pen ou Nicolas Sarkozy. Auprès des électeurs Républicains, l'ancien ministre de l'Économie n'atteint pas la « cote d'avenir » de Nicolas Sarkozy (64 %), d'Alain Juppé (58 %) ou de François Fillon (48 %) mais, avec 37 %, Emmanuel Macron domine tous les autres ténors de la droite : Bruno Le Maire ou Xavier Bertrand (35 %), François Baroin (34 %), Nathalie Kosciusko-Morizet (33 %), Laurent Wauquiez (28 %) ou Valérie Pécresse (27 %). Et ce, bien que le patron d'En marche ! ait perdu 4 points auprès des sympathisants LR dans cette dernière vague de notre sondage, réalisée, il faut le souligner, avant sa démission du gouvernement.

Si Emmanuel Macron constitue une menace pour les prétendants à la présidentielle à gauche - et singulièrement pour François Hollande -, l'ancien banquier peut-il inquiéter les candidats de la droite en captant la sympathie d'une part notable de leur électorat ?

La plupart des candidats à la primaire évacuent prestement l'hypothèse en martelant qu'Emmanuel Macron n'est pas de droite. Dans *Les Échos*, Nicolas Sarkozy prend ainsi bien soin de ramener l'ancien ministre de l'Économie à son bilan : « Il est le concepteur, l'auteur et l'exécutant des

50 milliards de hausses d'impôts intervenues depuis quatre ans », explique l'ancien chef de l'État. Selon lui, Emmanuel Macron n'est tout simplement « ni de gauche ni de droite » : « La vérité, c'est qu'il ne sait pas où il est. » Un discours proche de celui tenu la veille par Alain Juppé, en déplacement à Châlons-en-Champagne. Macron ? « C'est un peu Docteur Jekyll et Mister Hyde, estime le maire de Bordeaux. D'un côté il tient des propos anti-socialistes et en tout cas très libéraux, de l'autre côté qu'est-ce qu'il a fait ? Il a conseillé le président de la République pendant des années pour lancer une politique économique désastreuse avec le matraquage fiscal des entreprises et des classes moyennes. »

« Insaisissable »

Si les candidats sont assez catégoriques, leurs entourages respectifs sont plus circonspects. Chez les sarkozystes, on souligne que « l'ambiguïté de la personnalité et du parcours » de l'ancien ministre le rend « pour l'instant insaisissable ». « Il peut mordre un peu à droite, mais je le vois surtout sur le créneau déjà bien occupé par François Bayrou, explique Roger Ka-routchi. Et cela ne me fera pas de peine. Quant à l'étiquette « citoyen et société civile », elle compte déjà une foultitude de candidats. » « Son discours économique est marqué très libéral, beaucoup plus que celui de Nicolas Sarkozy notamment, explique un proche de l'ancien président. Mais c'est avant tout à la gauche qu'il pose problème. » « Et à Juppé », ajoute-t-il aussitôt.



Nicolas Sarkozy lors de l'université d'été du Medef, mercredi, à Jouy-en-Josas. Photo : J.-C. MARMARA/LE FIGARO

Le juppéiste Benoist Apparu concède bien qu'Emmanuel Macron « n'est pas un homme de gauche dans ce qu'il dit » et qu'il est même « plutôt proche des canons de la droite ». Mais le député de la Marne n' imagine pas qu'Emmanuel Macron, s'il se présentait à la présidentielle, puisse handicaper la candidature d'Alain Juppé. « Ce n'est pas un problème pour nous parce qu'il reste très identifié à la gauche, surtout dans l'esprit de nos électeurs. Il peut éventuellement en séduire certains mais, entre la séduction et le vote, il y a beaucoup de marge », analyse Apparu.

Autre lieutenant d'Alain Juppé, Édouard Philippe ne constate « pas d'effet Macron parmi (les) soutiens » du maire de Bordeaux. Le député de la Manche reconnaît que Macron « séduit un électorat très au-delà de l'électorat de gauche » et qu'il l'a entendu dire « plein de choses très intelligentes, très justes ». Mais le « Macron des actes, c'est le ministre dont objectivement on ne peut pas dire qu'il ait fait des choses considérables », a expliqué le juppéiste à *L'Opinion*.

Beaucoup espèrent surtout que le phénomène Macron sera comparable

au phénomène Valls en son temps : avant de rejoindre Matignon, Manuel Valls disposait d'une forte popularité dans l'électorat de droite qui, elle aussi, faisait de l'ombre à la plupart des ténors de LR. Au ministère de

l'Intérieur, le discours du socialiste sur la sécurité et les sujets régaliens trouvait un large écho au-delà de ses rangs. Sa cote à droite s'est effondrée quand, à l'épreuve de Matignon, le premier ministre est sorti des seuls

discours sécuritaires. L'histoire se répétera-t-elle quand Emmanuel Macron sortira, lui, des seuls discours économiques ? | ■

par Jean-Baptiste Garat £@figarat



Emmanuel Macron lance sa machine politique à grande vitesse

L'ex-ministre de l'Economie a effectué jeudi son premier déplacement à Châlons-en-Champagne. Il va multiplier les visites sur le terrain et prendre position sur quelques thèmes choisis.

Après sa démission fracassante du gouvernement, Emmanuel Macron veut aller vite et frapper fort. L'ex-ministre de l'Economie a effectué jeudi son premier déplacement depuis son départ de Bercy à la 70e foire de Châlons-en-Champagne. La manifestation est prisée des responsables politiques de droite : il y est allé au lendemain des visites de Nicolas Sarkozy et d'Alain Juppé et le même jour que François Fillon. Ceux qui attendaient de grandes déclarations sont restés sur leur faim. « Je ne viens pas à Châlons pour répondre à des commentaires ou à des petites phrases. Je viens à Châlons pour voir, écouter la vraie vie des vraies gens », a-t-il déclaré, entouré d'une nuée de caméras. Il a déjeuné avec des électeurs, pour qui, « les temps sont durs », a-t-il expliqué sur Twitter.

Emmanuel Macron s'est prévu un vrai agenda de candidat à la présidentielle. Le déplacement à Châlons-en-Champagne est en effet le premier d'une longue série : son entourage lui en a programmé entre deux et trois par semaine pour, explique-t-on, « écouter et dialoguer avec les Français ». Lundi prochain, ce sera un événement consacré à l'apprentissage organisé par une as-

sociation, en banlieue parisienne. Il sera en province toute la fin de la semaine. Dans les médias, l'offensive est également lancée et mise en scène. Celui qui, cette semaine, fait la une de « VSD » avec une photo le montrant regarder vers l'horizon avec son épouse, accordera une interview au « JDD » ce dimanche et participera le même jour sur France Inter à « Questions politiques ».

Ces visites de terrain et cette omniprésence médiatique lui permettront de s'exprimer sur des thèmes régalien. Ministre, dès qu'il franchissait la ligne, il était recadré par le duo Elysée-Matignon. Aujourd'hui, il entend bien s'exprimer sur quelques thèmes choisis : l'éducation (thème de sa visite lundi), l'Europe, la laïcité, la sécurité. Libéré de ses contraintes ministérielles, Emmanuel Macron souhaite être sur tous les fronts : dans ses déplacements, dans l'animation de son mouvement, mais aussi dans la levée de fonds. Les réunions de levées de fonds auprès de particuliers vont se multiplier. « La digue est ouverte depuis sa démission », confirme un proche. Son entourage le jure, Emmanuel Macron n'a pas envie de polémiquer. « Il veut se situer dans l'après », précise-t-on.

« Il faut une vision »

Il commencera par boucler son diagnostic du pays, fin septembre, avec l'espoir qu'une majorité de Français s'y retrouve. Viendra ensuite le temps des propositions, que le leader d'En marche souhaite en nombre limité. Pas question d'un inventaire à la Prévert de 50, 100 ou 200 propositions. Pas question non plus d'aligner des généralités, des vœux pieux. La difficulté sera de trouver un juste équilibre. « Les Français n'en peuvent plus des mesures techniques, ils ne croient plus non plus aux vendeurs de rêves. Il faut une vision », explique-t-on dans son entourage. La question de la candidature viendra après. « C'est un choix intime, profond, mûri », a déclaré Emmanuel Macron jeudi dans « Ouest France ». Tout semble réglé comme du papier à musique pour celui qui dit « prendre son risque ». Il se donne deux mois pour voir si sa partition trouve un écho chez les Français. Tout en sachant qu'en politique, « rien ne se passe comme prévu », dit François Hollande. ■

par Grégoire Poussièlgue



François Hollande poussé à accélérer le tempo

En grande difficulté, le président est incité par ses proches à envoyer « un signal de candidature ».

Les soutiens de François Hollande ont des fourmis dans les jambes. Et ils sont, surtout, très inquiets. Après les déclarations de candidature de Benoît Hamon et d'Arnaud Montebourg et la démission d'Emmanuel Macron, qui rétrécissent un peu plus son espace politique - sur sa gauche comme sur sa droite -, ils le pressent d'avancer son entrée en campagne. L'un de ses proches, Bruno Le Roux, l'a poussé, ce jeudi, sur Radio Classique, à accélérer son calendrier et à donner « dès la semaine prochaine un signal de candidature ». Des propos tenus en accord avec le président, pour tenter, face à la pression, d'installer sa candidature comme une évidence. Attendre la primaire de la droite, fin novembre, pour se déclarer, « c'est un peu tard », a affirmé le chef de file des députés PS, avouant que « les possibilités de victoire s'amenuisent » avec la multiplication des candidatures à gauche. Lors du dîner de la majorité, mardi, les hollandais avaient déjà incité le président à appuyer sur l'accélérateur.

A l'Elysée, on exclut l'hypothèse d'une déclaration de candidature an-

ticipée. « Absurde », tranche l'entourage de François Hollande, assurant qu'il annoncera sa décision, comme prévu, au mois de décembre. Ce qui n'empêchera pas, d'ici là, « qu'il y ait un mouvement qui se dessine, une ambition qui s'affirme ». Pour ce faire, un rendez-vous important se profile, jeudi prochain, programmé avant le départ du ministre de l'Economie : un grand discours sur « la démocratie face au terrorisme ». L'occasion de s'étendre sur un thème central de la présidentielle, comme lorsqu'il avait discoursé, en mai, sur « la gauche et le pouvoir ». « Il faut qu'il mette en scène la logique de l'action menée et qu'il dise comment il veut poursuivre. Il doit accélérer », juge un ministre important : « Le silence, les petites phrases, ce n'est ni suffisant ni tenable. Le temps presse. »

« Accélérer me semble précipité »

François Hollande marche sur une ligne de crête. D'un côté, il a besoin d'avancer ses pions, de montrer qu'il

faut encore compter avec lui. Mais de l'autre, il risque d'apparaître dans la précipitation et la fébrilité. « Il ne faut pas qu'il soit candidat, mais faire en sorte que l'opinion comprenne qu'il le sera », résume un poids lourd de la majorité, mettant en garde contre « tout ce qui pourrait apparaître comme un verrouillage » d'Emmanuel Macron et contre toute « tentative de créer un désir artificiel ». « De la vieille politique » qui risque d'être « contre-productive », s'inquiète-il.

Le patron du PS, Jean-Christophe Cambadélis, menace les parlementaires qui soutiendraient En Marche. Quant à Bruno Le Roux, il travaille à une initiative de parlementaires pour soutenir François Hollande. « Accélérer me semble précipité », confie un membre du gouvernement, y voyant « un aveu de faiblesse ». ■

par Pierre-Alain Furbury



Christophe Sirugue hérite de l'Industrie

Le rapporteur de la loi travail voit ses efforts pour trouver un consensus récompensés, même s'ils n'ont pas abouti, en étant nommé secrétaire d'Etat à l'Industrie.

Il vient de fêter ses cinquante ans - le 14 août - et comme cadeau, François Hollande et Manuel Valls lui ont offert son premier poste gouvernemental. Christophe Sirugue, député socialiste de Saône-et-Loire, a été nommé jeudi secrétaire d'Etat à l'Industrie. Sa nomination fait suite au départ d'Emmanuel Macron du ministère de l'Economie et de son remplacement par Michel Sapin, qui cumule désormais les portefeuilles des Finances et de l'Economie.

Le cadeau d'anniversaire de Christophe Sirugue n'est pas illégitime. Inconnu du grand public, cet élu a été un homme clef de la loi travail à l'Assemblée, un des principaux acteurs du drame qui a déchiré la gauche. Il avait été nommé le 22 mars rapporteur du texte, un poste exposé mais une nomination ô combien tactique pour un texte bien mal parti. Christophe Sirugue est un spécialiste du droit social et il est apprécié de l'ensemble de ses collègues socia-

listes à l'Assemblée. « Je m'étais positionné sur le texte depuis le mois de novembre. Je fais partie des députés qui bossent et qui fédèrent », confiait-il en mars dernier aux « Echos ».

Homme de consensus

Homme de consensus, le député de Saône-et-Loire a eu la lourde tâche de tenter d'apaiser les relations entre le groupe PS et les frondeurs... Sans grand succès, le texte ayant été finalement adopté au forceps avec l'article 49-3 de la Constitution. Christophe Sirugue n'en a pas moins fortement oeuvré pour tenter de trouver un compromis concernant l'article 2, instaurant la primauté à l'accord d'entreprise sur la question du temps de travail. La première version du texte l'avait fait bondir de son fauteuil de rapporteur. « Quand je l'ai vue, j'ai hurlé. J'ai considéré que le gouvernement s'était fichu de moi, même si Myriam El Khomri m'a pro-

mis que ce n'était pas la bonne version du texte », racontait-il en mars.

Adhérent au PS depuis ses vingt-deux ans, ancien militant de l'Unef-ID (au temps de la mobilisation contre la loi Devaquet), Christophe Sirugue a d'abord été un élu départemental. En 2004, il devient président du conseil général après le basculement du département à gauche. Elu député de la 5e circonscription de Saône-et-Loire de justesse en 2007, il ravit également la mairie de Chalon-sur-Saône à la droite en 2008. Une victoire qui l'oblige à céder son siège de président du conseil général à Arnaud Montebourg. Entre les deux hommes forts du PS en Saône-et-Loire, l'inimitié a toujours été forte. Réélu largement député en 2012, Christophe Sirugue a perdu la mairie de Chalon-sur-Saône en 2014 avec la déroute de la gauche aux municipales. ■

par C.b. Et G.p.



FRANCE

Laurent Berger : « Le climat politique est dangereux »

Le secrétaire général de la CFDT estime que « certains politiques sont en train de fracturer la société »

Alors que s'engage la campagne pour les primaires en vue de l'élection présidentielle de 2017, Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, s'inquiète du climat politique qui règne en France.

Le climat politique est lourd, marqué par les compétitions en vue des primaires pour la présidentielle. En est-il de même pour le climat social ?

Le climat politique est dangereux. Je dis aux politiques : attention, ne jouez pas avec les allumettes près du gaz. Quand on voit les polémiques nées après les terribles attentats de l'été ou au sujet du « burkini », il faut sonner l'alerte.

Certains politiques sont en train de fracturer la société autour de débats, de tensions qui n'ont pas lieu d'être, au détriment des vrais problèmes. Il n'est pas trop tard pour appeler la classe politique à un peu de maîtrise de sa parole.

Avec un chômage extrêmement élevé et une situation préoccupante dans plusieurs secteurs, le climat social est toujours tendu. Avec une croissance molle et une faiblesse d'investissements, le problème de l'emploi demeure. Nombre de salariés ont connu un été de chômage et de précarité et il y a des situations de pauvreté préoccupantes.

La CFDT vient de tenir son université d'été sur le thème de la solidarité. Est-ce qu'on est capable de redire ce qui doit faire sens en termes de fiscalité, de partage des richesses,

d'attention aux plus fragiles ou est-ce qu'on va en rester à de faux débats ? S'ajoute à cela, avec les suites du Brexit - *la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne* -, un climat européen très incertain. Or cette crise peut être une opportunité pour l'Europe.

Dans quel sens ?

Il faut profiter de cette crise pour redonner de l'élan à l'Europe en termes d'investissements économiques et sociaux et aussi sur la transition écologique. Et il faut rechercher des convergences sur des projets économiques et sociaux et sur une harmonisation fiscale.

La CGT relance la contestation contre la loi travail. Va-t-elle avoir un début d'application ?

C'est le combat que la CFDT va mener. Il faut que les décrets sortent pour une application concrète des droits obtenus dans la loi travail. Il faut qu'on mette en place le compte personnel d'activité (CPA) et qu'on poursuive la réflexion sur ce qu'il peut être à l'avenir. Cela devrait être un enjeu de l'élection présidentielle.

Il faut développer la garantie jeunes. L'aide à la recherche du premier emploi est effective, même un syndicat étudiant opposé à la loi travail, l'UNEF, s'est réjoui de son succès. Il y a toutes les obligations de protection pour les travailleurs du numérique dont on a vu cet été qu'ils pouvaient être en situation très difficile. Il y a aussi la mise en œuvre du dialogue social dans les entreprises et dans les branches.

Vous avez porté un peu seul cette

loi très impopulaire. Regrettez-vous cet engagement ?

Evidemment non. La gestion du gouvernement a été un peu chaotique. Mais la CFDT s'est battue pour cette loi parce qu'elle crée de nouveaux droits pour les salariés en termes de sécurisation des parcours professionnels, avec le CPA, qui sont les prémices d'une protection sociale plus performante pour tous les travailleurs, et qu'elle donne davantage de place à la négociation collective. On veut montrer, par l'application concrète de la loi, la justesse de notre combat.

Votre position a-t-elle été contestée dans vos rangs ? Quelle en a été la sanction dans les élections professionnelles ?

Elle a été débattue, comme dans toute organisation démocratique, mais elle n'a pas suscité, malheureusement pour ceux qui fraternellement nous le souhaitent, de contestation. La CFDT fait une rentrée très sereine après un été où elle a été très présente auprès des saisonniers et des salariés des très petites entreprises (TPE). Nous avons toujours la même détermination à faire avancer les droits des salariés. Depuis le début de l'année, les élections professionnelles nous sont globalement favorables.

Gagnerez-vous la première place lors de la mesure de représentativité en 2017 ?

Cela dépendra des élections dans les TPE à la fin de l'année - nous avons une grande campagne qui démarre avec des mobilisations sur tout le territoire -, et nous allons nous servir

de l'enquête que nous allons lancer sur le travail. Elle vise à avoir des réponses de plusieurs milliers de salariés sur la façon dont ils vivent leur travail.

Le front réformiste qui s'est fissuré sur la loi travail a-t-il encore un avenir ?

Plus que jamais il existe deux types de syndicalisme. J'assume un syndicalisme à la fois conscient des réalités vécues par les salariés et ayant une volonté de transformation sociale en obtenant pas à pas des avancées concrètes.

C'est la différence avec un syndicalisme de témoignage ou de pure contestation qui promet des choses qui ne verront jamais le jour. Depuis plusieurs années on a rempli la besace des droits sociaux – complémentaire santé, droits rechargeables, limitation du temps partiel imposé, compte personnel de formation, CPA. La CFDT n'est pas seule, elle est avec la CFTC et l'UNSA. Ceux qui prétendent créer une troisième voie entre les syndicats purement contestataires et les réformistes vont aboutir à une impasse.

Vous visez la CFE-CGC ?

Oui. Dans les entreprises, ce qui fait la différence entre les syndicats, c'est la capacité à produire des avancées, des compromis positifs et pas seulement à être le relais d'un mal-être vécu par les salariés. Il faut être à leur écoute – on n'est pas les derniers à râler et à se mobiliser – mais les salariés attendent des résultats. Le front réformiste existe. On n'est pas d'accord sur tout et on respecte la spécificité de chaque organisation mais il y a une volonté, avec la CFTC et l'UNSA, de travailler ensemble. Et il y a une place pour la CGC.

La loi travail a accentué le clivage avec la CGT. Est-ce que vous jugez qu'il est encore possible de travailler avec elle ?

Quand on n'est pas d'accord, on ne ment pas aux salariés mais il n'est pas impossible de travailler avec la CGT si on partage des objectifs communs. C'est le cas sur la lutte contre l'extrême droite ou la reconnaissance du syndicalisme et des corps intermédiaires. On peut avoir des revendications communes dans certaines entreprises. Et nous parlons encore ensemble...

Il n'y a pas de rupture ?

Non, il n'y a pas de travaux communs actuellement mais il n'y a pas de rupture.

D'ici à 2017 sera-t-il encore possible de négocier avec le Medef ?

Quand on lit Pierre Gattaz, on n'a pas l'impression qu'il le souhaite. Le problème du Medef ce n'est pas sa crise interne – sur laquelle je n'ai pas à me prononcer –, c'est sa crise de créativité. Il est enfermé dans son vieux logiciel : moins de règles, moins de contraintes, moins de coûts afin de « libérer » les investissements et l'emploi. Il fait au compte pénibilité, qui est une mesure de justice sociale, un procès en sorcellerie indigne d'une organisation patronale. Or on attend de lui qu'il reprenne la négociation sur l'assurance-chômage et qu'il fasse preuve de créativité, par exemple pour inventer le CPA de demain à travers une négociation.

Au lieu de cela, le Medef est déjà dans une posture de lobbying post-présidentiel. On ne peut pas mettre l'année qui vient entre parenthèses. Il faut une année utile pour les salariés. On ne peut pas attendre juin 2017, après les législatives, pour

continuer à construire les protections dont on a besoin face aux transitions numérique et écologique. La responsabilité du patronat est extrêmement importante. Les partenaires sociaux n'ont pas, en septembre 2016, à entrer dans la campagne. Ce n'est pas notre rôle.

Sur le chômage et les inégalités, quel bilan tirez-vous du quinquennat de M. Hollande ?

Sur le chômage, l'amélioration est lente. C'est un peu tôt pour dresser des bilans mais sur l'emploi il faut continuer à se battre, notamment sur le plan des 500 000 formations. Ce qui est préoccupant c'est le recul du consentement à l'impôt. Il y a un péché originel qui est de ne pas avoir redonné le rôle de l'action publique et la nécessité de la financer. L'absence de réforme fiscale est extrêmement dommageable.

Depuis 2012, la démocratie sociale a-t-elle progressé ?

La démocratie sociale connaît des hauts et des bas parce que ce sont des acteurs, patronaux, syndicaux, politiques, qui la font vivre. En 2013, on a eu des avancées avec les accords sur la sécurisation de l'emploi et la formation professionnelles. Et il y a eu des conférences sociales où seuls les absents avaient tort. Après, les acteurs – le Medef et certains syndicats – se sont un peu délités et il y a eu une volonté du gouvernement de faire autrement à certaines occasions. En ce moment, on est dans un bas sur le dialogue social. Cela ne veut pas dire que la méthode ne marche pas mais les acteurs doivent se responsabiliser.

Propos recueillis par, Michel Noblecourt ■



Contre le FN, « la CFDT n'aura pas d'états d'âme »

Comment jugez-vous les propositions sociales des candidats déclarés ?

On ne va pas commenter les programmes de tous les candidats. On n'aurait pas le temps car ils sont trop nombreux. Ce qui m'inquiète c'est l'idée que demain il suffirait d'un homme ou d'une femme providentiel et de quelques ordonnances pour que tout soit réglé. Notre pays vit de profondes tensions. Il est un peu perdu et on aura besoin de beaucoup de délibérations collectives, de pédagogie, de débats.

Je dis attention quand on dit que le fait syndical dans l'entreprise empêche le développement économique et la réforme. Tous ceux qui laissent croire que demain on pourrait se passer de présence syndicale dans

l'entreprise ou la rendre moins facile, empruntent une voie dangereuse. Sur ce point, la CFDT s'opposera fortement.

Comment la CFDT va-t-elle se positionner sur l'élection présidentielle ?

Nous préparons nos positions sur certains sujets : la protection sociale, la fiscalité, l'emploi, le travail, le dialogue social, la transition écologique. Nous travaillons avec des associations (ATD-Quart Monde, France nature environnement, la Mutualité française, etc.) dans un collectif, Les places de la République, pour faire des propositions de la société civile. On interpellera sans doute les candidats mais je ne veux pas que la campagne connote toute l'année.

Allez-vous vous engager contre le FN ?

La CFDT va être fidèle à sa ligne ni neutre ni partisane à l'égard des partis républicains. Mais elle va clairement affirmer que le FN est un parti dangereux, pour les travailleurs, pour notre société et pour l'avenir. La CFDT n'aura pas d'états d'âme et j'espère qu'on le fera avec d'autres associations et organisations syndicales. Lutter contre le FN requiert des partis dits « de gouvernement » qu'ils n'allument pas des controverses sur des sujets qui divisent notre société et stigmatisent. La CFDT veut être une force de mobilisation et de transformation sociale et montrer qu'un autre horizon est possible en France et en Europe.

Propos recueillis par M. N ■

